

---

Nombreux sont ceux, il est vrai, qui voient dans la conduite de l'Union soviétique des raisons d'entretenir des doutes sérieux quant à la détente, notamment lorsqu'il est question de l'accumulation de nouveaux systèmes d'armes et de la puissance d'intervention à grande distance de l'URSS.

Il y a lieu de prendre ces questions au sérieux, certes, mais le désespoir n'est pas de mise. Tant que des progrès véritables ne seront pas réalisés en direction du désarmement, la taille imposante des forces armées ne changera pas. Leurs armements prendront de l'âge et devront être remplacés par de plus récents. Cette affirmation vaut autant pour l'Union soviétique et ses alliés que pour l'OTAN. A un moment donné, il faut intervenir dans la course aux armements, s'entendre sur l'existence d'une forme approximative d'équilibre, et enfin essayer de stopper puis un jour de renverser le processus. Difficile, mais non impossible. En ce qui concerne les systèmes d'armements intercontinentaux, c'est précisément l'objet des accords SALT I et SALT II. Si le Sénat des États-Unis ratifie sous peu SALT II, peut-être commencerons-nous à mettre un terme à la spirale des armes nucléaires, et à tout le moins à certaines de ses manifestations. Le problème sera alors de maintenir et d'élargir le processus, de veiller à ce qu'il s'applique un jour aussi bien aux nouveaux systèmes d'armements qu'aux anciens, aux armes nucléaires de théâtre aussi bien qu'aux systèmes intercontinentaux et aux armements nucléaires aussi bien qu'aux armes classiques.

Pour autant que l'Europe est concernée, il n'est pas utopique de prédire que quelque chose du genre se produira. L'écheveau est complexe. Il y a d'abord les pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées de forces; la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; les deux Alliances militaires. D'autres voies s'ouvriront peut-être pour traiter de tous les aspects de la maîtrise des armements et du désarmement en Europe. A l'heure actuelle, l'avenir est embrouillé et obscur.

Mais deux constatations se dégagent. On s'entend généralement pour dire qu'un équilibre stable de la sécurité pourrait être établi en Europe aux niveaux inférieurs des forces; ensuite, on a assisté ces derniers mois à une avalanche de propositions venant des deux camps à propos de la manière de réaliser cet équilibre. Est-ce à dire que, malgré certains faux semblants, les chances d'enregistrer des progrès au chapitre de la maîtrise des armements et du désarmement en Europe sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été depuis une génération? Peut-être. Quoi qu'il en soit, toutes les chances raisonnables d'y parvenir doivent être tentées. Telles sont les questions sur lesquelles reposeront les débats au Conseil de l'Atlantique Nord auxquels je participerai la semaine prochaine.

Mais le processus ne sera ni rapide ni simple, et pendant qu'il s'opérera il nous faudra veiller à ce que nos propres forces contribuent à leur juste mesure à l'équilibre qualitatif et numérique actuel des forces.

Il y aurait lieu ici d'examiner notre contribution nationale. La question de notre juste contribution à l'OTAN ne date pas d'hier; mais elle n'en a pas pour autant perdu sa pertinence dans le contexte actuel. A mon sens, trois principes devraient guider notre

---